



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Prévention des Risques Techniques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
à l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié autorisant la société
ROUSSELOT ISLE SUR SORGUE SAS pour son installation située
Chemin Moulin Premier sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue (84 800)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- Vu** le décret du 21 avril 2026, publié au Journal officiel du 22 avril 2026, portant nomination de M. Vincent LELIONNAIS, en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du Préfet de Vaucluse, secrétaire général adjoint de la préfecture de Vaucluse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié, autorisant la société ROUSSELOT ISLE SUR SORGUE SAS à exploiter l'ensemble des activités de l'établissement spécialisé dans la fabrication de gélatine sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 mai 2026 donnant délégation de signature à M. Vincent LELIONNAIS, secrétaire général par intérim de la préfecture de Vaucluse ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône méditerranée approuvé par arrêté du 21 mars 2022 ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 04 avril 2026 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 12 mai 2026 ;
- Vu** l'absence d'observations présentées par l'exploitant sur ce projet ;

Considérant l'implantation en centre-ville de l'établissement Rousselot ;

Considérant que cette implantation implique une sensibilité particulière vis-à-vis des nuisances sonores ;

Considérant les réclamations pour nuisances sonores au nord-Ouest de l'établissement ;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu d'augmenter la fréquence de surveillance des émissions sonores prévue à l'article 6.2.2. de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 susvisé ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Les prescriptions de l'article 6.2.2. de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les niveaux sonores en limite de propriété ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes :

<i>Périodes</i>	<i>Période de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)</i>	<i>Période de nuit allant de 22 h à 7 h (ainsi que les dimanches et jours fériés)</i>
<i>Niveau sonore limite admissible</i>	<i>60 dB (A)</i>	<i>50 dB (A)</i>

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1 dans les zones à émergence réglementée (ZER).

Des mesures des niveaux sonores en limite de propriété et des émergences en ZER sont réalisées à fréquence annuelle par un organisme qualifié. Les résultats des mesures sont transmises à l'Inspection des installations classées, après réception. Le cas échéant, ces résultats sont accompagnés des propositions d'actions correctives de l'exploitant.

Article 2 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 3 : Publicité

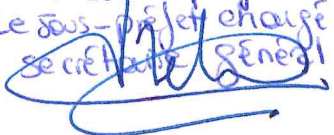
En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général par intérim de la préfecture, le maire de L'Isle-sur-la-Sorgue, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le **15 JUIN 2026**

Pour le préfet
Le sous-préfet chargé de mission
Secrétaire Général adjoint

vincent LELIONNAIS

